NATIONAL CONGRESS FOR DEMOCRACY
&
RÉSEAU DE LA SOCIÉTÉ CIVILE CONGOLAISE LIBRE

8208 Northview Court, Laurel, MD 20707. Telephone : (301)686-8474
http://www.freethecongo.com

VERSION FRANÇAISE

Le 8 juillet 2019

Mr. David LIPTON
Managing Director
International Monetary Fund (IMF)
Washington, D.C, USA

Objet : PAS DE PRÊT SANS BONNE GOUVERNANCE ET SANS AUDIT

Monsieur Lipton,

Veuillez accepter toutes nos félicitations pour votre nomination comme directeur par intérim du Fonds monétaire international (FMI). Nous espérons que la durée de votre mandat en votre qualité de nouveau directeur du FMI sera marquée par une politique équitable et courageuse à l'égard du Congo Brazzaville dont les populations subissent la gouvernance désastreuse du régime tyrannique et corrompu de Denis Sassou Nguesso.

Lors d'un de ses passages à l'Oxford Union Society, l'ancien président de la Banque mondiale, Paul Wolfowitz, a fait des commentaires intéressants qui ont trouvé un écho favorable au sein de la communauté congolaise, tant au Congo qu'à l'étranger. Voici ce qu'il a dit :

«*Je vais faire un commentaire sur la Banque mondiale, mais je pense que cela s'applique de manière plus générale à l'aide étrangère. Soit dit en passant, je ne sais pas exactement, ce n'est pas une banque […], elle donne le plus souvent de l'argent à d'autres gouvernements pour appuyer le développement économique. Et le fait même qu'elle en donne aux gouvernements est en soi un peu problématique. Je résumerais ainsi l'expérience de la Banque mondiale mais je pense aussi que cela s'applique à l'USAID et à d'autres organismes.*

Lorsque vous donnez de l'argent à un gouvernement qui agit plus ou moins correctement, l'argent peut permettre de réaliser de bonnes choses. Ainsi, l'aide étrangère, l'assistance étrangère à la Corée du Sud, à Taiwan, à la Chine, a fait des choses merveilleuses. Quand vous la donnez à un gouvernement qui n'est pas très compétent, devinez ce qui arrive ? Il ne fait pas grand-chose avec. Mais le pire, c'est quand vous la donnez à un gouvernement qui est très malveillant, qui vole sa population, comme le gouvernement du Congo-Brazzaville, l'un des cas les plus difficiles auxquels j'ai été confronté, [vous condamnez à mort les populations civiles]. Le Congo-Brazzaville est un pays exportateur de pétrole, mais 70% de la population vit avec moins d'un dollar par jour. Ils [les dirigeants] versent de l'argent aux politiciens français, mais ils ne peuvent pas prendre soin de leur propre peuple. Vous donnez de l'argent au Congo-Brazzaville, tout ce que vous faites, c'est de donner à ces dirigeants plus de pouvoir pour contrôler les choses. Je le disais, je l'ai fait valoir à la Banque mondiale et ce n'est pas tout le monde qui aimait ce que je disais, mais je pense que la Banque mondiale et les autres institutions doivent faire preuve de plus de discernement en ce qui concerne ceux à qui elles donnent de l'argent.

Et pour proposer une idée radicale, je pense que dans l'ensemble, plus vous mettez d'argent directement entre les mains des pauvres, au lieu de le faire passer à travers le gouvernement, plus vous avez de chances d'obtenir

des résultats. Un cynique a dit un jour que « l'aide étrangère, ce sont les pauvres des pays riches qui donnent de l'argent aux riches des pays pauvres ».
(Paul Wolfowitz, Oxford Union Society, 2 décembre 2013 | Vidéo YouTube ci-jointe)
https://www.youtube.com/watch?v=t9irV9P5qv0
Nous aimerions attirer votre attention sur les questions qui nous préoccupent en tant que citoyens Congolais de la diaspora. Nos inquiétudes portent sur la mauvaise gouvernance, la gestion économique chaotique et le non-respect des Statuts du FMI. Au moment de l'adhésion de notre pays au Fonds monétaire international, en 1963, nous nous sommes engagés en tant que nation, à nous soumettre à un droit de regard comme le prévoit l'article IV des Statuts du FMI.
Conformément à l'autorité dont nous avons été investis par le *Natioanal Congress for Democracy* et le Réseau de la Société Civile Congolaise Libre du Congo Brazzaville, nous vous conjurons de respecter la volonté du peuple Congolais.

Par ailleurs,
• Compte tenu du fait que le gouvernement actuel du Congo est en place depuis quatre décennies et qu'il a mal géré les milliards de dollars de recettes pétrolières du pays;
• Compte tenu du fait que le Congo a bénéficié d'une remise de dette de l'ordre de 5 milliards de dollars en 2010 (au titre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés, PPTE) et que six ans plus tard, le pays a contracté une dette estimée à 170% de son PIB;
• Compte tenu du fait que les exemples de mauvaise gouvernance et de détournement de fonds au Congo sont légion et notoires (il suffit de penser au scandale de Gunvor en Suisse, Asperbras au Portugal, ENI en Italie, Sundance en Australie, aux biens mal acquis cachés en France, aux Panama Papers, aux transactions du Congo avec la Chine, pour n'en citer que quelques-uns);
• Compte tenu du fait que le Congo n'a pas un problème économique, mais un déficit de bonne gouvernance, comme l'ont démontré Sassou Nguesso et son régime;
• Compte tenu du fait que le gouvernement congolais n'a pas fait preuve de transparence ni de bonne foi dans ses contrats pétroliers;
• Compte tenu du fait qu'il y a quelques mois, la Conférence des évêques catholiques a publié une lettre ouverte pour dénoncer le détournement de milliards de dollars de revenus pétroliers par M. Sassou Nguesso et sa clique;
• Compte tenu du fait que la société civile congolaise a publié, le 13 août 2018, une tribune (Appel au Retrait de Sassou Nguesso) pour demander la démission de M. Sassou Nguesso pour cause de corruption, de mauvaise gouvernance et de crimes contre l'humanité commis par son régime.
• Compte tenu du fait que tout emprunt contracté par le gouvernement congolais aujourd'hui hypothèque l'avenir des enfants, des hommes et des femmes du Congo,
Permettre à Sassou Nguesso de bénéficier d'un autre prêt du FMI équivaut à la légende du tonneau des Danaïdes au fond percé. Les vies de dizaines de milliers d'enfants seront sacrifiées.

Nous tenons à affirmer que nous suivons attentivement la demande d'aide financière introduite par le gouvernement congolais auprès du FMI pour renflouer ses caisses, ce qui pourrait être une bonne démarche à condition qu'elle soit étayée par l'ensemble des normes qui s'appliquent à tous les autres membres du FMI.

En 2010, le Congo a rempli les conditions requises pour bénéficier d'une remise de dette après avoir atteint le point d'achèvement de l'Initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés (**PPTE**), obtenant ainsi un allègement de sa dette d'un montant supérieur à 5 milliards de dollars. Pour autant, huit ans plus tard, la vie après l'annulation de la dette a été caractérisée par un retour à la normale dans les agissements du gouvernement congolais. Au moment où nous écrivons cette pétition, le Congo a accumulé un ratio dette/PIB record de près de 200%, au cours des 39 années de M. Sassou Nguesso au pouvoir. Le renflouement des caisses de son gouvernement doit cesser! Des millions de vies sont en jeu et dépendent de la décision du FMI.
A titre d'illustration, permettez-nous d'établir une comparaison entre le Congo et le Liberia, deux pays qui ont atteint le point d'achèvement de l'initiative PPTE en 2010 et ont bénéficié d'une annulation de dette à hauteur de 5 milliards de dollars EU. Il n'est guère surprenant de constater que le Congo dispose de certains avantages notamment une population de près de 4.5 millions d'habitants et des ressources naturelles. Pour autant, en 2018, le ratio de la dette publique par rapport au PIB du Liberia s'est établi à 40% et ce pays a organisé avec succès, en 12 ans, 3 élections présidentielles démocratiques marquées par une alternance pacifique du pouvoir. En outre, le Liberia, membre du Mécanisme Africain d'Evaluation par les Pairs (MAEP) de l'Union africaine qui comprend plus de 39 pays africains, s'est engagé dans la voie de la bonne gouvernance et d'une gestion économique prudente, comme l'atteste sa participation à de nombreux programmes du FMI tels que le Programme suivi par le FMI, la Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC), la facilité élargie de crédit (FEC) qui ont pris fin en Novembre 2017 au terme des deux mandats d' Ellen Johnson-Sirleaf, totalisant 12 ans. Ce leadership exemplaire de l'ancienne présidente du Liberia met en exergue la kleptocratie du pouvoir de Sassou Nguesso.

Des audits, parlons-en :

1 ° Le 14 décembre 2017, Mme Christine LAGARDE, Directrice Générale du FMI conditionnait publiquement l'intervention de cette institution au Congo par la réalisation d'un **audit** sur **la gouvernance** et sur **la corruption.**

- Réaliser la transparence sur les audits de la dette de la SNPC et au niveau du Trésor public ;
- Clarifier le niveau de la dette à l'égard de la Chine, de la Turquie, des États du Golfe, de certaines banques africaines et des traders comme **Glencore, AOGC, Orion, Asperbas** etc.

2° À ce jour, alors qu'aucun audit n'a été réalisé, et dans une totale opacité sur le niveau réel de la dette, Sassou a choisi de **berner** le peuple congolais, la société civile et le FMI par un tapage médiatique sur un pseudo accord de restructuration de la dette de la Chine.

3° Le Conseil d'Administration du FMI se réunit le 11 juillet 2019. On ne voit pas comment cette institution va renier ses propres principes, ses propres exigences ; à moins que la **CORRUPTION** ne soit au centre de cet imbroglio.

4° Nous, *National Congress for Democracy et le Réseau de la société Civile Congolaise Libre de l'intérieur et de la diaspora en Europe, en Amérique et en Afrique,* marquons par ailleurs notre étonnement **quant *à*** l'attitude de Sassou, qui consiste à négocier avec le FMI, en même temps qu'il **est** sous l'emprise de **son obsession de l'acquisition des armes** en Russie, alors que ni les bourses des étudiants, ni les salaires des fonctionnaires, ni même les pensions des retraités ne sont assurés !!!

Sur ce point, il n'est pas superflu de rappeler qu'à titre comparatif, d'après l'IRIS (Institut Français des relations Internationales et Stratégiques), en 2016, les dépenses publiques du Congo en matière d'achats d'armes atteignaient 7.3 % du **PIB,** alors qu'elles n'étaient que de 1% pour l'Afrique du sud, 1.2% pour le Cameroun, 1.5% pour le Gabon, 2.2 % pour la RDC et même 2.9 % pour l'Angola.

5° Au regard de ce qui précède, il nous paraît évident que M. Sassou n'est préoccupé ni par la prospérité du Congo, ni par la bonne gouvernance. Il **ne se soucie que** de deux choses :

Son *maintien au pouvoir*

La pérennisation de son oligarchie au pouvoir

Pour cela, il veut avoir les Congolais sous ses pieds et une Communauté internationale **complice** pour qu'il réussisse une nouvelle mascarade électorale en 2021.

6° C'est pourquoi, au nom de la stabilité financière internationale, *National Congress for Democracy et le Réseau de la société Civile Congolaise Libre de l'intérieur et de la diaspora en Europe, en Amérique et en Afrique,* estiment hasardeux et « indigeste » d'accorder un nouveau traitement de faveur à ce gouvernement de fait, dans les conditions actuelles de mauvaise gouvernance généralisée.

Monsieur Lipton, les faits ci-dessus sont des faits convaincants qui méritent d'être pris en compte par le FMI pour donner suite à la demande actuelle de sauvetage de notre gouvernement concernant un prêt financier.

Nous, membres du *National Congress for Democracy* et le Réseau de la Société Civile Congolaise Libre, invitons le FMI, au lieu de répondre à une autre demande de prêt onéreuse et destructive, à mettre la République du Congo dans un programme suivi (Programme sans financement) par le FMI pendant 24 mois, jusqu'à ce que ce gouvernement soit capable et désireux de changer d'attitude. **En bref : PAS DE PRÊT SANS BONNE GOUVERNANCE ET SANS AUDIT**.

Veuillez accepter, Monsieur Lipton, les assurances de notre plus haute estime.

Respectueusement vôtre.

CC:

Mr. Steven Terner Mnuchin
Secrétaire du Trésor des États-Unis

Mr. Taro Aso
Vice-Premier Ministre, Japan

Mr. Liu Kun
Ministre des Finances de la République Populaire de China

Mr. Peter Altmaier
Ministre des Finances de la République Fédérale d'Allemagne

Mr. Philip Hammond
Chancelier de l'Échiquier, Royaume-uni

The Honourable William Francis Morneau
Ministre des Finances du Canada

Mr. Bruno Le Maire
Ministre des Finances de la France

Mr. David Malpass
Président du Groupe de la Banque Mondiale

Mr. Akinwuumi Adesina
Président du Groupe de la Banque Africaine de Développement

Members du Conseil d'Administration du FMI

Members du Conseil d'Administration de la Banque Mondiale

Members du Conseil d'Administration de la BAD

Mr. Abebe Aemro Selassie
Directeur du Département Afrique du FMI

Les signataires du *National Congress For Democracy* et du Réseau de la Société Civile Congolaise Libre.

N. B. : Lettre expédiée à Washington, le 08/07/2019, accompagnée de 127 signataires. Près de 600 signataires se sont exprimés sur Change.org, à travers le lien suivant : http://chng.it/Zkw8mMtr
Autres liens vidéos :
https://youtu.be/WxZDbpYQq1Q
https://www.facebook.com/watch/?v=2033483296937142

NATIONAL CONGRESS FOR DEMOCRACY
&
RÉSEAU DE LA SOCIÉTÉ CIVILE CONGOLAISE LIBRE
8208 Northview Court, Laurel, MD 20707. Telephone : (301)686-8474
http://www.freethecongo.com

ENGLISH VERSION

July 8, 2019

Mr. David LIPTON
Managing Director
International Monetary Fund (IMF)
Washington, D.C, USA

CC:

Mr. Steven Terner Mnuchin
U.S. Secretary of Treasury

Mr. Taro Aso
Deputy Prime Minister, Japan

Mr. Liu Kun
Minister of the People's Republic of China

Mr. Peter Altmaier
Minister of Finance of the Federal Republic of Germany

Mr. Philip Hammond
Chancellor of the Exchequer, UK

The Honourable William Francis Morneau
Minister of Finance, Canada

Mr. Bruno Le Maire
Minister of Finance, France

Mr. David Malpass
President of the World Bank

Mr. Akinwuumi Adesina
President of the African Development Bank

Members of the board of Directors of the IMF

Members of the board of Directors of the World Bank

Members of the board of the African Development Bank

Mr. Abebe Aemro Selassie
IMF African Department Director

NATIONAL CONGRESS FOR DEMOCRACY
&
RÉSEAU DE LA SOCIÉTÉ CIVILE CONGOLAISE LIBRE
8208 Northview Court, Laurel, MD 20707. Telephone : (301)686-8474
http://www.freethecongo.com

Dear Mr. Lipton,

Please, accept our congratulations for your nomination as the interim director of the IMF. We hope that your tenure as the new leader of the IMF will be marked by fair and bold measure in behalf of the people of Congo Brazzaville who are still chafing under the tyrannical and corrupt regime of Denis Sassou Nguesso.

You are surely aware of the sage and insightful remarks former President of the World Bank Paul Wolfowitz delivered at the Oxford Union Society on December 2, 2013. He made the following comment with regards to doling out loans to Congo Brazzaville:

"I'm going to make a comment about the World Bank but I think it applies in a way to foreign assistance more generally. By the way, I am not sure, it's not a bank, it may have started as a bank but basically the important work the World Bank does is the same as what the British DFID organization does, the USAID does, it's giving money mostly to other governments to support economic development. And the fact that it gives it to governments is itself a little bit problematic. The way I would summarize the World Bank's experience but also I think this applies to USAID and others.

When you give money to a government that is more or less doing the right things that money can help do more of the right things and so foreign aid, foreign assistance to South Korea, to Taiwan, to China did some, some wonderful things. When you give it to a government that is not very competent, guess what, it does not do very much with it. But the worst part when you give it to a government that is actively malevolent, that is stealing from his people like the government of Congo Brazzaville, that was one of the ones I had the toughest time with. Congo Brazzaville is a country, it's an oil exporter but 70 % of the population leaves with less than one dollar a day, they contribute money to politicians in France, but they can't take care of their own people. You give money to Congo Brazzaville all you 're doing it's giving those rulers more power with which to control things and I would say and I argued this at world bank and not everyone like what I was saying but I think the World Bank and other institutions need to discriminate a little better about who they give money to.

And aid is the poor people of rich countries giving money to the rich people of poor countries" that is a little too cynical, there is an enormous desire, I know in England It's about as powerful as anywhere to help poor people and poor countries and I think it's a wonderful thing to do, but I think doing it more directly probably will improve the system."

(Paul Wolfowitz, Oxford Union Society, December 2, 2013 | YouTube Video is attached below).

https://www.youtube.com/watch?v=t9irV9P5qv0

We wish to draw your attention to a few issues of concerns to us as citizens of the Republic of Congo in the diaspora. These issues border on bad political governance, poor economic management and lack of adherence to the Articles of Agreement of the IMF. When our nation acceded to the IMF in 1963, we, as a nation, committed to subject ourselves to the scrutiny of the international community, especially through the IMF's Article IV Consultation.

As such, pursuant to the authority conferred on us by the National Congress for Democracy, as the Representative of the Civil Society of Congo-Brazzaville in the USA, we beseech you to respect the will of the Congolese people.

Furthermore,

- Given the fact that an IMF loan will ensure Congo gains some degree of credibility and creditworthiness vis-à-vis other lenders. To prove the point, during a recent visit with Mr. Sassou Nguesso, the President of the African Development Bank, Mr. Adesina has promised a $1.7 billion loan contingent upon established financial program with the IFM. In addition, in the same logic, the Société Nationale des Pétroles du Congo (S.N.P.C.) has been able to secure a $100 million loan from the Swiss Trader Mercuria.

- Given the fact that money is fungible, whatever measures of control the IMF will put in place, you will be abating this government and allowing it to continue to deploy its tentacles of corruption.

- Given the fact that Congo's current government has been in place for four decades and has mismanaged billions of dollars of the country's oil revenue;

- Given the fact that Congo received a 5-billion dollars debt forgiveness in 2010 (debt forgiveness under the HIPC initiative) and 6 years later the country contracted a debt that is estimated at 170% of its GDP;

- Given the fact that examples of Congo's bad governance and embezzlement are legion and notorious (one only needs to think of the scandal of Gunvor in Switzerland, the scandal of Asperbras in Portugal, the scandal of ENI in Italy, the corruption with Sundance in Australia, the scandal of ill-gotten wealth in France, the Panama Papers, Congo's dealing with China, to name just a few);

- Given the fact that Congo does not have an economic problem, but a deficiency of good governance displayed by Sassou Nguesso and his regime;

- Given the fact that Congo's government has not been transparent and forthcoming with its oil contracts;

- Given the fact that a few months ago, all the Assembly of Congolese clergies wrote an open petition denouncing the embezzlement of billions of dollars of Congo's oil revenues by Mr. Sassou Nguesso and his family, and given the fact that the entire civil society of Congo has written an open letter to demand his resignation due to corruption, bad governance, and crimes against humanity perpetrated by his regime;

- Given the fact that any loan contracted by the Congolese government today is mortgaging the future of Congo's children, men, and women;

Allowing Congo to receive yet another loan from the IMF is tantamount to the proverbial ever-draining Danaids' barrel.

8208 Northview Court, Laurel, MD 20707. Telephone : (301)686-8474
http://www.freethecongo.com

We wish to state that we are closely following our government's request for IMF financial support through a bailout, which is something good for our nation provided it is underpinned by all of the standards that apply to all other member countries of the IMF. Once again, it is important to note that our nation "qualified for debt waiver in 2010" upon reaching HIPC Completion Point with over $5.0 billion debt waived. But 8 years on, life-after-debt didn't change the course of business as usual for our government but now has a record debt-to-GDP ratio close to about 200% accumulated over President Nguesso's 39 years in office; a conspicuous act that goes contrary to the doctrine of good governance, transparency, and accountability.
To further drive the point home, let's compare Congo to Liberia since both countries reached HIPC Completion Point in the same year 2010 with about the same $5.0 billion debt waived. Not surprisingly, Congo compares much favorably in several key areas, including a population of about 4.5 million people and natural resource endowment. Yet, after 8 years, Liberia currently has a debt-to-GDP ratio just around 40%; led 3 successful democratic presidential elections in 12 years with peaceful handover of power; a member of the African Union's African Peer Review Mechanism (APRM) comprising over 39 countries in Africa committing to good governance and prudent economic management; and to highlight this key point, had several programs with the IMF ranging from Staff Monitoring Program (SMP), Poverty Reduction and Growth Facility (PRGF) and the Extended Credit Facility (ECF) that ended in November of 2017 with the expiration of 2-term constitutional limit of the 12 years Ellen Johnson Sirleaf-led administration. What an exemplary leadership by former President Ellen Johnson Sirleaf of Liberia that shines a light on the kleptocratic rule by Sassou Nguesso.

With regard to the Audits:
1. On December 14, 2017, Madame Lagarde publicly announced on RFI (Radio France International) that the IMF was requiring that the government of Congo conduct an audit on governance and corruption as one of the primary condition before receiving any assistance from the IMF.

Enact transparency measures via an audit of the public Treasury to unveil the debts incurred by the SNPC.

Clarify the total level of debt owed to China, Turkey, the member states of OPEC, certain African banks and financial groups such as Glencore, AOGC, Orion, Asperbas etc.

2. To this day, an audit has yet to be completed, and Sassou, continues to obfuscate the decision making process, choosing instead to present a currency to the Congolese people, their civil society, and the IMF under the fanfare of media hype surrounding a pseudo-agreement to restructure the debt owed to China.

3. The Board of Directors of the IMF meets on July 11, 2019. How can this Institution renounce its own principles, its own commitments and standards; unless CORRUPTION lies at the heart of this imbroglio?

4. We, the Free Congolese Civil Society Network of the Interior and the Diaspora in Europe, the Americas and Africa, are surprised at the attitude of Sassou Nguesso who intends to negotiate with the IMF while simultaneously pursuing his ambition to secure weapons from Russia. Meanwhile, student scholarships, the wages of civil servants, and pension dues for retirees remain unfunded.
Considering this, recall that in 2016, according to the French Institute of International and Strategic Relations (IFRI), the expenditure of public funds on weapons exceeded 7.3% of GDP compared to 1 % for South Africa, 1.2% for Cameroon, 1.5% for Gabon, 2.2% for the DRC, and 2.9% for Angola.

8208 Northview Court, Laurel, MD 20707. Telephone : (301)686-8474
http://www.freethecongo.com

5. With regards to the facts above, it is evident that Mr. Sassou Nguesso is preoccupied with neither the prosperity of the Republic of Congo nor with any notion of good governance. His main focus lies on two targets:
Maintaining his hold of power cementing the power of his oligarchy
Towards these aims, the Congolese people are forced under his boot and a complicit International Community watches idly as he orchestrates a façade of an election in 2021.

6. For this reason, in pursuit of international financial stability, the Free Congolese Civil Society Network of the Interior and the Diaspora in Europe, the Americas and Africa consider it risky and unpalatable to grant this government yet another favor given the current conditions resulting from terribly poor governance.

Mr. Lipton, the above are compelling facts worthy of the IMF consideration in responding to the current bailout request from our government for a financial loan. We, the National Congress for Democracy and the Congolese civil society, are asking the IMF, in lieu of another onerous and destructive loan request, to place Congo under a staff-monitored program for 24 months or until this government is willing and able to clean its act. In short, NO LOAN WITHOUT GOOD GOVERNANCE.

Please accept the assurances of our highest esteem.
Respectfully yours,

Signatories of *National Congress For Democracy* and *Le Réseau de la Société Civile Congolaise Libre*.

Links :
http://chng.it/Zkw8mMtr
https://youtu.be/WxZDbpYQq1Q
https://www.facebook.com/watch/?v=2033483296937142